

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

DECEMBRE 1965 — 3^e Année — N° 27

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou B.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

LE BULLETIN DE VOTE n'est pas l'arme du prolétariat

En instituant un gouvernement fondé sur les votes de « citoyens libres et égaux », la bourgeoisie a prétendu avoir trouvé la forme parfaite et éternelle de l'organisation sociale. Il y a plus de 150 ans, le mouvement communiste a montré que cette forme est en réalité la plus propre à assurer la domination de la bourgeoisie, que cette démocratie est une de ses défenses les plus puissantes contre le prolétariat :

— fondée sur l'individu et feignant d'ignorer l'existence des classes antagoniques, elle vise en fait à empêcher le prolétariat de se constituer en classe et de lutter comme classe contre la domination bourgeoise ;

— elle ne voit que des « citoyens égaux », ignorant les hommes réels et l'inégalité sociale, l'opposition entre exploités et exploités ;

— elle feint de considérer les opinions des citoyens comme « libres », alors qu'elles sont déterminées par les rapports sociaux ; elle feint d'ignorer que les prolétaires, écrasés de travail et exclus de la richesse sociale, subissent tout le poids de la domination matérielle et idéologique de la bourgeoisie ;

— elle prétend enfermer toute la lutte politique pour la domination de la société dans le dénombrement périodique des bulletins de vote, expression de ces « opinions libres et égales ».

Le marxisme a montré que la lutte pour l'émancipation du prolétariat et par suite de toute l'humanité, ne peut pas utiliser ce mécanisme statistique et statique, soi-disant au-dessus des classes, mais exige sa destruction violente, la lutte armée pour la conquête du pouvoir politique, l'érection du prolétariat en classe dominante exerçant ouvertement sa dictature, seule possibilité de détruire la domination économique du capital.

La II^e Internationale, en sombrant dans le réformisme parlementaire, a non seulement détourné le prolétariat de sa voie révolutionnaire, mais l'a laissé totalement désarmé et soumis à la bourgeoisie lors de la guerre de 1914.

Contre sa trahison, la III^e Internationale a réaffirmé en 1920 la vieille position communiste :

« Les parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles. » (II^e Congrès, Thèses sur le Parti Communiste et le Parlementarisme).

Aujourd'hui, les renégats du communisme sont tombés encore plus bas que la

vieille Social-démocratie, eux qui ne veulent plus seulement utiliser, mais restaurer ce haut lieu de la domination bourgeoise, le Parlement ; eux qui participent aux élections : « ...avec l'objectif de mettre fin au régime de pouvoir personnel et d'établir des institutions vrai-

ment démocratiques, ce qui exige au minimum l'abrogation des dispositions institutionnelles qui tendent à établir le pouvoir personnel, la responsabilité d'un gouvernement stable devant un véritable Parlement ayant le pouvoir de faire les lois... » (M. Waldeck Rochet, déclaration au Nouvel Observateur, 13 octobre 1965).

Contre cette corruption bourgeoise, nous communistes, nous relançons le cri : **NON AU BULLETIN DE VOTE.**

Comme toujours, les esprits « réalistes » s'attendent sur l'« inefficacité » de notre action. C'est qu'ils sont eux-mêmes subjugués par l'idéologie bourgeoise, imperméables non seulement au marxisme, mais aussi à l'expérience historique qui a largement prouvé qu'il est parfaitement inefficace pour le prolétariat d'élire de « bons » députés (ou un « bon » président !) mais qu'il est extrêmement efficace pour la bourgeoisie de lui faire croire le contraire ! Ce à quoi tous les partis bourgeois, de « gauche » ou de « droite », s'appliquent à qui mieux-mieux.

Notre tâche, à nous communistes, c'est de combattre inlassablement ces préjugés et illusions démocratiques qui livrent le prolétariat pieds et poings liés à la bourgeoisie. La révolution communiste n'est certes pas pour demain : il faudra des luttes longues et dures pour qu'à travers les crises de la société capitaliste et ses propres combats, le prolétariat se débarrasse de l'idéologie bourgeoise qui le tient enchaîné. Notre lutte acharnée et inflexible est d'autant plus nécessaire.

La seule action véritablement réaliste et efficace, c'est celle qui tend à libérer le prolétariat de l'idéologie démocratique bourgeoise et à l'aider à prendre conscience de la nécessité inéluctable de la révolution communiste et de la dictature du prolétariat.

Cette action, c'est celle du Parti de classe, dépositaire de la doctrine et de l'expérience révolutionnaire, avant-garde et direction révolutionnaires du prolétariat, c'est celle du Parti Communiste International (programme communiste).

La grande peur des bourgeois indonésiens

Pour la seconde fois depuis la fin de la dernière guerre mondiale (la première eut lieu en 1948) les généraux indonésiens que Sukarno et ses amis « communistes » avaient baptisés « héros » ont déclenché une violente répression contre les adhérents du parti communiste local.

L'objectif d'une telle répression est bien plus vaste et profond que ne le laissent apparaître les justifications officielles. Le véritable épouvantail des généraux conservateurs qui se sont faits les interprètes et les hommes de main de la bourgeoisie locale, ce n'est certes pas l'état-major pseudo-communiste, mais bien les masses prolétariennes et sous-prolétariennes. On ne peut mieux illustrer leurs conditions de vie qu'en citant ce chiffre : le revenu moyen (c'est-à-dire le revenu calculé en mettant dans le même sac les fabuleux bénéfices des propriétaires fonciers, des industriels, des fonctionnaires, des généraux, des prêtres, etc... et les « revenus » de l'énorme masse de sans-réserves) représente annuellement 60 dollars soit en étant généreux 300 nouveaux francs. Les statisticiens bourgeois présentent ce chiffre comme le plus bas du monde, inférieur même au revenu des prolétaires et sous-prolétaires indiens, pourtant scandaleusement dérisoire. C'est cette masse d'ouvriers et de paysans affamés aux yeux desquels le parti communiste représente un espoir, au reste trahi, de changement, c'est ce gigantesque potentiel de révolte que la réaction indonésienne essaie aujourd'hui d'écraser sous la poigne de fer de ses « héros ».

Ce n'est certes pas le parti « communiste » local de tendance chinoise qui pourrait l'effrayer. Les coups qu'il reçoit il les doit à la concurrence inter-impérialiste (dans laquelle l'Amérique et la Russie font front commun contre le « péril jaune ») et surtout à sa propre politique capitulaire. En premier lieu, le P. K. I. a toujours appuyé et il continue d'appuyer Sukarno qu'il veut même faire passer pour « marxiste » alors que ses « cinq points », définis comme la Bible de la révolution indonésienne, se réduisent tout simplement à ceci : « Foi en Dieu, humanisme, nationalisme, démocratie et justice sociale ! ». Par voie de conséquence, le P. K. I., sacrifiant aux intérêts

d'une fausse « unité » (l'unité des bourgeois et des prolétaires !) le moindre vestige d'une politique de classe, a lui aussi chanté les louanges des généraux « héros » et participé à leur divinisation. Le Monde lui-même n'écrivait-il pas que le parti communiste indonésien « n'a jamais déclenché, loin de là, les campagnes de revendications sociales qu'il était en droit de lancer étant donnée la situation économique et financière et a accepté par prudence de cohabiter avec les forces qui rêvaient de le détruire, et ceci au nom de l'unité nationale et de la consolidation d'un front progressiste. »

La subordination du mouvement ouvrier aux soi-disant forces progressistes de la bourgeoisie a donc eu une fois de plus cet inévitable résultat

pour les prolétaires : la bastonnade et le peloton d'exécution.

En se jetant ainsi sur cette proie désarmée, l'armée peut s'imaginer qu'elle a réduit à l'impuissance ces millions et ces millions de paysans et d'ouvriers affamés, écrasés et nourris seulement du culte du « grand chef » Sukarno et de ses « héros ». Nous sommes certains quant à nous que ces parias de l'Indonésie trouveront dans leur faim chronique, dans leur pauvreté séculaire l'impulsion décisive vers une révolution qui, en les libérant des faux bergers de toutes nuances, les jettera aux côtés des masses exploitées et trompées de tous les pays, pour vaincre ensemble et définitivement.

LA TCHECOSLOVAQUIE dans la course au capitalisme

« Jusqu'à une date récente, la notion de marché appliquée à l'économie socialiste n'était employée qu'avec de pudiques réticences. On posait la question comme si la direction planifiée relevait uniquement du socialisme et l'orientation de la production en fonction du marché, uniquement du capitalisme. De telles conceptions théoriques ont nuï gravement à la pratique du socialisme ». Si les « conceptions » visées sont celles des économistes de l'ère stalinienne, ce n'est pas le Soviétique Libermann qui les dénonce ici, mais le Tchecoslovaque Ota Sik, directeur de l'Institut économique de l'Académie des sciences de ce pays. Si Libermann fait donc école au-delà des frontières de l'U.R.S.S. c'est que dans tout le prétendu « camp socialiste » le développement économique a fait sauter les barrières dans lesquelles les différentes économies nationales étaient enfermées. Non seulement leurs marchés s'ouvrent au capitalisme occidental autant qu'aux pays-frères, mais elles sont poussées elles-mêmes à chercher des débouchés en Occident. Mais alors qu'elles s'engagent ainsi dans la concurrence mondiale, leur principale

faiblesse — leur basse productivité — devient intolérable. Voilà pourquoi, de Moscou à Prague, il n'est plus question que de la « nouvelle dynamique à donner à l'économie socialiste », comme ils disent...

Son infériorité économique par rapport à l'Occident, l'Est européen la doit bien entendu non pas à des « conceptions théoriques » — fussent-elles de Staline — mais à toute son histoire antérieure, c'est-à-dire à des facteurs bien matériels, qu'ils relèvent de la politique ou de la géographie. Peu importe ici qu'en suggérant le contraire, la nouvelle vague des économistes officiels de l'espèce d'Ota Sik perpétue le subjectivisme et le volontarisme de l'école stalinienne : comment pourrait-elle agir autrement, elle qui perpétue bien le mythe du « camp socialiste » ? Ce que nous voulons ici démontrer, c'est que, sous couleur de débarrasser le socialisme de ses préjugés stalinien, c'est un capitalisme sans réticences pudiques que la dite nouvelle vague réclame. M. Ota Sik, dont les « progressistes » Temps modernes ont publié il

(Suite en page 4)

Démocratie progressiste à l'œuvre

Partout, techniciens, journa-listes ou savants économistes s'emploient à démontrer que le capitalisme d'aujourd'hui a bien changé depuis le temps de Marx et que des faits imprévus ont transformé "Le Capital" en une pièce de musée. Nous qui ne voulons ni renier ni "moderniser" Marx, nous ne serions donc que des "dogmatiques", cramponnés à de vieux grimoires poussiéreux, se refusant à progresser du même pas que la société et le mouvement ouvrier qui, finalement, aurait "compris" que la révolution violente et l'instauration de la dictature rouge ne sont que des vieilleries, que les bourgeois et les prolétaires ont une civilisation et des intérêts communs à défendre et que la conquête du pouvoir peut fort bien passer par la voie démocratique et parlementaire !

Nous ne nous occuperons ici que d'un seul argument des "modernisateurs" du marxisme : celui de la démocratisation du capital, du capitalisme populaire. Les sociaux-démocrates ou les démocrates tout court font grand bruit autour d'une soi-disant disparition progressive des classes, telles que Marx les définit, d'un nivellement du niveau de vie, de l'intéressement de l'ouvrier à la marche de l'entreprise qui l'emploie (primes, distribution d'actions ; l'association capital-travail en somme). L'ouvrier participerait ainsi à la vie économique de l'entreprise et trouverait intérêt à la défendre ; chacun se sentirait le maître d'un petit morceau de capital et disparaîtrait, noyée dans une société de petits actionnaires.

Et nous aurions le miracle de l'auto-gestion... à l'occidentale (l'auto-gestion à l'orientale ne vaut pas mieux, comme nous l'avons montré dans notre précédent numéro) !

En réalité, comme les marxistes l'ont toujours soutenu, l'exploitation du prolétariat ne s'identifie nullement à l'existence de ce personnage social appelé "patron" ; l'exploitation est garantie par le mode de production capitaliste, dont le développement amène nécessairement la « centralisation des capitaux » (Marx) par l'expropriation de beaucoup de capitalistes par quelques capitalistes et la création de sociétés anonymes, puis de trusts, employant une immense armée de prolétaires.

C'est cela le fait fondamental du développement capitaliste : le gonflement gigantesque des capitaux et donc des dimensions des entreprises productives, trop vastes pour être la propriété d'un seul et qui deviennent donc anonymes ou propriétés de l'Etat. Le nombre des capitalistes propriétaires des moyens de production diminue donc et à la limite le personnage juridique du capitaliste pourrait fort bien disparaître complètement, ou inversement les détenteurs d'actions voir leur nombre grandir, sans que rien de fondamental soit changé. Ce qui importe, ce n'est pas le chiffon de papier qui atteste que tel ou tel est propriétaire, mais les lois économiques qui

s'imposent, de gré ou de force, aux hommes de la société bourgeoise.

Une propagande grossière présente le capitaliste comme le personnage qui "mange" la plus-value extorquée aux prolétaires ; mais c'est là une vue simpliste : l'essentiel de ce que le capitaliste extorque aux ouvriers, il ne le "mange" pas, il le réinvestit, il l'utilise à agrandir son entreprise, son capital. Et il doit agir ainsi, non parce qu'il a la folie des grandeurs, mais parce que la concurrence l'oblige à augmenter la productivité de ses installations sous peine de disparaître.

Supprimons le capitaliste, faisons de tous les ouvriers des actionnaires (à la mode yougoslave) ou transformons la propriété du capitaliste privé en propriété d'Etat, et tout continuera comme auparavant (ou plutôt pire qu'avant puisque toute la plus-value sera réinvestie) : les mêmes lois s'imposent aux hommes, parce que les fondements mêmes de la production capitaliste n'auront pas été touchés : le salaire, le marché, le profit. la concurrence.

C'est tout cela que la révolution communiste doit briser et on ne pourra parler de société socialiste que lorsque ces fondements du capitalisme auront été anéantis. En attendant, le développement du capitalisme, par la concentration et la centralisation des capitaux, par

l'élévation de la productivité du travail qu'il réalise continuellement développe les bases objectives de la société socialiste et les contradictions explosives qui entraîneront nécessairement les luttes révolutionnaires : comme ce vieux Marx, tellement dépassé, le prévoyait ! Jetons un coup d'œil sur le sanctuaire du capitalisme mondial : les Etats-Unis.

LA CONCENTRATION

On y assiste en ce moment à la plus grande vague de fusions de toute leur histoire. Cela a commencé au début de la seconde guerre mondiale, au cours de laquelle le capital américain a réalisé de colossales affaires ; si le mouvement s'est ralenti durant la récession de 1948, il a repris de plus belle depuis 1950. La *Federal Trade Commission* a enregistré, en 1964, 1796 fusions industrielles : le chiffre le plus élevé depuis trente-cinq ans. A partir de 1950, les 200 plus grandes entreprises industrielles des Etats-Unis se sont incorporé plus de 2.000 autres sociétés plus petites. En 1962, déjà, ces 200 plus grandes entreprises concentraient entre leurs mains 55 % à peu près du capital total investi par toutes les 180.000 sociétés industrielles américaines. Et on prévoit qu'elles atteindront le chiffre de 66 % en 1975.

Cela "préoccupe" même les milieux capitalistes américains. W.H. Orrick Jr déclarait : « Il y a des motifs d'alarme. Si le système des fusions devait continuer sans contrôle, on pourrait arriver à un "système de socialisme privé", dans lequel certains "géants industriels" détiendraient un pouvoir de vie et de mort sur le plan politique non moins que sur le plan économique. »

F. Muller, de la *Federal Trade Commission*, déclarait de son côté : « Les fusions à la chaîne nous conduisent vers un type d'économie que nous n'avions pas connue jusqu'ici. Elles constituent un fait nouveau, un "happening" dramatique dans notre histoire économique. Nous ne sommes pas en mesure de savoir ce qu'elles signifient réellement. »

LA CONTRADICTION MORTELLE DU CAPITALISME

Il est ainsi bien établi que la concentration des capitaux se développe sur un rythme tel aux Etats-Unis (et bien entendu dans le reste du monde) qu'elle engendre une certaine inquiétude dans les milieux financiers, qui vont même jusqu'à avouer qu'ils ne comprennent pas le sens profond de ce mouvement. Eh bien, demandons à ce vieux fossile de Marx d'éclairer leur lanterne !

« Ce qui est maintenant à ex-

proprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés. Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. Corrélativement à cette concentration, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit (Engels dira dans son *Anti-Dühring* que les fonctions sociales du capitaliste sont assurées maintenant par des employés rémunérés, et donc que la figure du "patron" tend à être éliminée par le développement même du capitalisme, N.D.R.) se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage en commun, partant l'économie des moyens de production, l'entreplacement de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste.

« A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés. » (*Le Capital*, livre. T. III. p. 20).

Voilà la perspective réelle de tout vrai communiste, la perspective que les philistins démocrates s'efforcent de masquer au prolétariat : en lui vantant les mérites d'un capitalisme populaire où tous les ouvriers seraient miraculeusement transformés en bourgeois propriétaires, ou en le bercant d'illusions sur les nationalisations accompagnées d'une démocratie véritable. Les vrais communistes doivent préparer « l'expropriation des expropriateurs », c'est-à-dire préparer la révolution qui abattra le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie pour ériger sur ses ruines la dictature rouge, car seule elle permettra à l'humanité de se libérer, non pas tellement du "patron" au gros ventre, mais du mode de production capitaliste, fondé sur l'esclavage salarié des grandes masses.

En Lorraine et en Alsace la crise menace mais l'opportunisme veille

Pas plus que celles qui l'ont précédée, l'actuelle "prospérité" capitaliste ne saurait durer : déjà les premiers symptômes de crise apparaissent dans les secteurs ou les régions qu'une concurrence internationale accrue tend à éliminer ou à amoindrir. Mais la "prospérité" agonisante a assez duré pour permettre à l'opportunisme d'utiliser ses "bienfaits" à des fins de corruption, de division et de destruction de l'énergie de la classe ouvrière. Il suffit de voir comment celle-ci réagit aux premières manifestations de crise pour se rendre compte que la collaboration de classe pratiquée allégrement par les syndicats et partis ouvriers pendant la période des vaches grasses n'en demeure pas moins vivace et solide lorsque celle des vaches maigres est arrivée.

Sous le titre « Colère en Alsace, où des usines ferment » L'Humanité du 29 octobre 1965 écrit : « De puissantes manifestations ont marqué hier la journée de lutte pour les revendications et l'expansion économique du Haut-Rhin... A Mulhouse, 15.000 travailleurs ont manifesté dans les rues de la ville. D'autres manifestations ont eu lieu également dans d'autres villes ainsi que des débrayages, des délégations auprès des patrons, des mairies, des sous-préfectures... Les commerçants, la petite industrie, se ressentent aussi durement de cette situation... »

« Chacun des orateurs fut accueilli aussi chaleureusement. Le représentant de la C.G.C. dénonça le danger que le régime gaulliste fait passer sur l'Alsace en la livrant à l'influence de l'économie ouest-allemande. Les orateurs de F.O. et de la C.F.T.C. s'élevèrent contre le rôle néfaste du patronat et celui du régime qui néglige les intérêts des salariés, de la population. Le secrétaire général de l'Union Départementale C.G.T. souligne de son côté l'unanimité des syndicats... » (Ces derniers) « tous ensemble accusent le régime gaulliste de sacrifier les investissements de paix et d'intérêt national à des dépenses de guerre et de profits pour les monopoles. »

Ainsi, au moment même où les lois inexorables du capitalisme (et non pas la seule fantaisie du pouvoir gaulliste) viennent cruellement rappeler aux salariés qu'il ne peut exister pour eux de sécurité durable, même dans leur misère d'exploités, au sein de l'économie de marché, de ses antagonismes internationaux, de son obéissance aveugle aux lois de la concurrence et de la baisse du taux de profit, syndicats et partis réussissent à canaliser la colère des ouvriers vers une alliance stérile avec les petits bourgeois, les boutiquiers, commerçants et petits patrons, catégories parasites, lâches et veules qui, non seulement sont irréductiblement solidaires des rapports de production que le prolétariat, pour se libérer, doit détruire, mais qui, de plus, ont régulièrement trahi et abandonné ce même prolétariat chaque fois qu'il a commis la folie, comme à l'époque du fascisme, de s'aller à ces larbins serviles du capital, au lieu de compter sur ses seules forces.

Après la collaboration de classe, c'est le nationalisme et la défense de l'appareil productif dont les salariés sont les esclaves, que "communistes" et chefs syndicaux proposent aux prolétaires face à la crise qui se dessine en Lorraine. L'Humanité du 1er novembre 1965 : « 6.000 manifestants de Saulnes à Longwy... ont pris l'engagement de s'unir dans des actions de plus en plus puissantes "pour une Lorraine prospère et heureuse, pour un pouvoir authentiquement démocratique". »

« L'appel lancé à Longwy précise "les richesses de notre sous-sol sont la propriété des grands monopoles capitalistes... ». A cet état de fait le programme du P.C.F., présenté par le député communiste de Meurthe-et-Moselle, oppose des "solutions démocratiques", notamment la "nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie". « La concentration actuelle — dit-il — permettrait,

par la modernisation et la rationalisation de placer la France en bonne position dans la compétition internationale. »

L'orateur du P.C. a également dénoncé les « maîtres des forges... qui n'obéissent qu'à la loi du profit immédiat et qui n'hésitent pas à placer leurs capitaux à l'étranger. » « Par exemple — a-t-il cité — une aciérie à oxygène doit être créée à Dillingen, en Allemagne, à raison de 60 % de capitaux lorrains. Une telle aciérie coûte 100 milliards. Ce sont donc 60 milliards de francs qui sont investis en Allemagne pour une aciérie allemande qui concurrencera ensuite les aciéries françaises : c'est une véritable trahison des intérêts français. »

Nous disons, nous communistes internationalistes, que la seule "trahison" qui nous intéresse dans ce beau langage, c'est la trahison des intérêts des prolétaires au profit de l'intérêt de la sidérurgie française. Que la nationalisation d'un secteur productif ne change rien à rien au caractère de classe de la production capitaliste, c'est une chose qui n'a plus besoin d'être démontrée.

Que la "modernisation", la "rationalisation" et le souci de "placer la France dans une bonne position" compétitive ne puissent s'obtenir que par une aggravation de l'exploitation de la force de travail, c'est également une réalité que les ouvriers éprouvent tous les jours. Que "l'intérêt national" ne soit et n'ait jamais été que l'intérêt du capitalisme et que les groupements monopolistes se fient éperdument du reste de la nation (boutiquiers et petits patrons compris) c'est un fait qu'illustre éloquemment l'exemple précité.

Mais il reste encore aux prolétaires de Lorraine et d'ailleurs à réapprendre la conclusion que le marxisme en a tirée il y a déjà un siècle, à savoir que « les prolétaires n'ont pas de patrie, qu'on ne saurait leur ravir ce qu'ils ne possèdent pas » et qu'ils n'ont d'autre voie de salut que la lutte pour la destruction révolutionnaire du capitalisme.

Crétinisme électoral

Comme chaque année, le P. C. F. a fêté à sa manière l'anniversaire de la révolution d'Octobre. A la Mutualité, Paul Laurent, n'y allant pas par quatre chemins, s'est écrié : « Si des conditions plus favorables existent pour que des millions et des millions de voix se rassemblent sur la candidature de François Mitterrand, c'est parce que nous avons su faire nôtre ce grand enseignement de Lénine qui fut à la base de la victoire des révolutionnaires russes. Le front unique est un principe de la politique du Parti, parce qu'on ne vainc pas avec une avant-garde seule ! »

On peut répondre très brièvement. On estime généralement qu'en 1916, un an avant la prise du pouvoir, le parti bolchévique comptait 5.000 membres (cinq mille), sur une population de quelque 160 millions d'habitants, et d'une. Le prolétariat russe a pris le pouvoir par une insurrection armée, et non en votant en mas-

se pour un quelconque Kerenski, et de deux. La dictature du prolétariat en Russie s'est incarnée dans le gouvernement d'un seul parti, le parti bolchévique, après élimination de tous les autres partis socialistes ou démocrates, et de trois.

Roland Leroy s'adresse, lui, à la jeunesse : « Comme vous le savez, le P. C. F. a confiance dans la jeunesse de France. Il ne lui indique pas la voie de la facilité et du désespoir... Rien ne vient sans lutte. Il faudra lutter pour le succès de la candidature de François Mitterrand, lutter ensuite pour la conclusion d'un programme commun, lutter pour son application afin d'instaurer une démocratie véritable, etc..., etc... »

Ah ! quelles perspectives exaltantes pour la jeunesse ! Apprendre à bien mettre son petit bulletin dans l'urne ! Posséder enfin un président un peu moins défraîchi que ce vieillard

Les leçons de la contre-révolution

ESPAGNE 1936

Ce que, disions-nous dans la première partie de cette étude, la guerre d'Espagne aura historiquement démontré ce n'est nullement la réalité du conflit de classe entre Démocratie et Fascisme. Le nom duquel des millions de prolétaires furent conduits au massacre impérialiste entre 1939 et 1945, mais bien, tout au contraire, le rôle contre-révolutionnaire de l'Antifascisme et, plus particulièrement, la nature profondément opportuniste de l'anarchisme. C'est un fait qu'en dépit de son manque d'unité, de son particularisme provincial, et par-dessus tout de son extrême confusion quant aux conditions politiques et aux voies de l'émancipation sociale, la réplique ouvrière au coup d'Etat franquiste du 17 juillet 1936 déborda quelque peu le cadre purement politique, et donc bourgeois, de la "défense de la démocratie". De même que la victoire du Front populaire, c'est-à-dire des partis bourgeois républicains et des partis ouvriers opportunistes, avait donné le signal de l'agitation sociale aux villes et aux campagnes qui croyaient ingénument aux intentions sociales de la nouvelle République (les ouvriers français n'avaient pas fait la même erreur après la révolution de février 1948 ?), le *pronunciamento* fut le signal d'une explosion sociale qui non seulement s'en prit aux corps constitués les plus hautes — magistrature, police clergé — mais tenta aussi largement au sacro-saint droit de propriété, fondement de l'ordre bourgeois. Aussi anarchiques et ingénues qu'elles aient été, la saisie de terres, la confiscation d'entreprises industrielles et commerciales, leur remise à des organisations syndicales, leur gestion directe ou leur contrôle par les organisations ouvrières ne peuvent guère passer pour des mesures purement "politiques" contre les "ennemis de la démocratie", contrairement à ce que prétendirent socialistes réformistes et stalinien. Ceux-ci n'hésitèrent pas d'ailleurs à dénoncer l'"absurdité de tels essais" (qui, à leurs yeux faisaient de la classe ouvrière espagnole "la complice de Franco"), ni à déplorer la "rupture du front sacré" entre ouvriers, paysans et petits-bourgeois démocrates qu'ils "risquaient" d'entraîner. Mais c'est précisément cette interprétation "antifasciste" jointe à cette hostilité, qui attestent le mieux que non seulement l'initiative prolétarienne n'était nullement la bienvenue aux yeux de la démocratie politique, mais qu'il fallait à tout prix la faire rentrer dans le cadre bourgeois d'une lutte respectable, non-révolutionnaire contre le "fascisme" et la rébellion "anticonstitutionnelle" de l'Armée. Ainsi toutes confuses et incohérentes qu'elles aient été, les tendances sociales de la réplique ouvrière étaient aussi assez nettes pour dresser contre elles non seulement les Républicains bourgeois, non seulement la gauche socialiste de Caballero (assez habile pour dissimuler longtemps son hostilité toutefois) mais le squelettique Parti communiste espagnol d'obédience stalinienne, et même les chefs anarchistes. Le P.C.E. exprime dès le début le programme qui explique son succès ultérieur auprès de la petite-bour-

geoisie espagnole terrifiée par les "excès" révolutionnaires des premières semaines.

« Nous ne pouvons aujourd'hui parler de révolution prolétarienne en Espagne parce que les conditions historiques ne le permettent pas. Nous voulons défendre l'industrie modeste qui est dans la gêne au même titre que l'ouvrier lui-même (sic !). Nous ne désirons lutter que pour une république démocratique avec un contenu social étendu (sic !). Il ne peut être question actuellement de dictature du prolétariat ni de socialisme, mais SEULEMENT DE LA LUTTE DE LA DÉMOCRATIE CONTRE LE FASCISME" (déclaration officielle du 8 août 1936 du stalinien espagnol Jesus Hernandez et du secrétaire général du P.C.E. José Diaz). C'est sans équivoque.

Quant aux chefs anarchistes, ils sont plus éloquentes encore dans leur laconisme : "aujourd'hui, il n'y a pas de communisme libertaire : il y a la faction qu'il faut écraser !"

Le succès de cette spéculation habituelle de l'opportunisme sur l'"immaturité des conditions historiques" ou même seulement "les nécessités pressantes de l'heure" était d'autant plus assuré que cette "révolution" ouvrière espagnole ne répondait à aucun programme cohérent de transformation sociale, son résultat le plus clair fut la plus grande désorganisation économique. Les entreprises "collectivisées" étaient en fait devenues propriété de leur personnel, qui, tout en profitant de la situation pour introduire certaines mesures en faveur des salariés, dut subir toutes les conditions de la concurrence bourgeoise, c'est-à-dire la précarité de l'économie marchande, sans même parvenir à cette "égalité" tant souhaitée des libertaires, puisque chacune des entreprises avait hérité de réserves et de stocks très variables. Bref, en l'absence d'un plan d'ensemble, la collectivisation libertaire, répondant au schéma de "destruction de la propriété bourgeoise" de Malatesta, aboutit aux mêmes inégalités et absurdités que ses partisans avaient condamnées dans le capitalisme. Faisant écho, plus d'un demi-siècle après et bien à son corps défendant, à la critique marxiste du "socialisme d'entreprise, un anarchiste espagnol tira ainsi le bilan de ces initiatives de la révolution libertaire :

"Nous avons vu dans la propriété privée des instruments du travail, dans l'appareil capitaliste de distribution la cause première de l'injustice et de la misère. Nous voulions la socialisation des richesses pour que, pas même un seul individu puisse être laissé en dehors du banquet de la vie. A la place de l'ancien propriétaire, nous en avons mis une demi-douzaine qui considèrent l'usine, le moyen de transport qu'ils contrôlent comme leur bien, avec cet inconvénient qu'ils ne savent pas toujours organiser une administration et réaliser une gestion meilleure que l'ancienne" (lution).

Seuls les philistins peuvent rejeter la Révolution à cause de ses "désordres" comme s'il était possible de frapper dans ses fondements la société bourgeoise sans qu'il en résulte, au moins momentanément, une baisse de la sacro-sainte "productivité". Les cris de haine lancés par les stalinien espagnols contre les initiatives désordonnées des premières semaines du soulèvement ne visaient donc pas les fantasmes libertaires, mais la Révolution elle-même. En d'autres termes comme la suite des événements le prouvera, ces cris n'exprimaient nullement l'indignation de révolutionnaires sérieux devant la nouvelle démonstration anarchiste de "la façon dont il ne faut pas faire une révolution", mais le besoin d'ordre de

tous les tenants de la conservation sociale. Ceci n'enlève rien au fait que les conceptions sommaires de l'anarchisme en ce qui concerne les voies de l'abolition du capitalisme ont à elles seules suffi à porter le plus terrible des coups à la cause prolétarienne. Réduisant tout le problème à un transfert de propriété du patron au comité d'usine ou au syndicat, alors qu'il s'agit en réalité de transformer le cadre même de l'activité productrice (l'entreprise luttant uniquement pour son propre compte) pour arriver à une gestion réellement coordonnée et sociale, les libertaires ne parvinrent qu'à remplacer le capitalisme ordinaire par ce qu'on appela alors d'un terme fort juste quoique d'apparence paradoxale : un capitalisme syndical ; les résultats pratiques ne furent pas de nature à donner à la classe ouvrière la force de résister à la campagne contre-révolutionnaire des démocrates ordinaires...

En fait, il est impossible de séparer les erreurs pratiques des libertaires dans le domaine de la transformation sociale de leur profond opportunisme politique. Nous avons vu dans la première partie de cette étude comment ils se vantèrent de refuser le pouvoir au nom de la "liberté", ce qui revenait à l'abandonner aux ennemis de la révolution qui, finalement, s'en servirent contre eux, quand le moment en sera venu. Si, en tant que mouvement, l'anarchisme international n'a tiré aucune leçon des effets fatals de ce refus, la bourgeoisie, elle, par la bouche du républicain espagnol Azana, a fait preuve d'une plus grande perspicacité :

« En contre-coup de la rébellion militaire se produisit un soulèvement prolétarien qui ne se dirigea pas contre le gouvernement... Une révolution doit s'emparer du commandement, s'installer au gouvernement, diriger le pays selon ses vues. Or, ils ne l'ont pas fait. L'ordre ancien aurait pu être remplacé par un autre, révolutionnaire. Il ne le fut pas. Il n'y avait qu'impuissance et désordre ».

Tous les développements ultérieurs ont été conditionnés par cette impuissance : le premier fossoyeur de la cause de la révolution prolétarienne d'Espagne n'a été autre que le faux "communisme libertaire".

—

Il n'y aurait aucun sens à ce demander trente ans plus tard ce qui se serait passé si le prolétariat espagnol avait eu la force de prendre le pouvoir dans ces semaines d'intense agitation sociale, pendant lesquelles l'Etat bourgeois semblait avoir disparu, et à plus forte raison de supputer ses chances de victoire. Le but de la critique marxiste ne consiste pas à donner des "recettes infallibles" : déjà au plus fort de la lutte, c'est impossible ; mais après coup, c'est tout simplement ridicule, car si la juste politique a manqué, c'est que (pour de puissantes raisons historiques) ont manqué les hommes capables de la concevoir et de l'appliquer. Or même de tels hommes ne sont jamais assurés de vaincre. La critique marxiste vise seulement à montrer derrière les apparences souvent confuses de la lutte des partis les véritables intérêts de classe en jeu et si elle confronte les perspectives des ac-

LE PROLETAIRE

est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

n'était vraiment pas difficile de déconcerter en matière politique vu qu'elle n'avait jamais eu les moindres notions claires en ce domaine et qu'elle n'était pas du tout sûre de sa force militaire) — la Révolution se dit qu'on verrait bien ! Après tout, la C.N.T. n'avait-elle pas sauvegardé les principes en refusant d'entrer au gouvernement ("Les masses se sentiraient frustrées si nous continuions à cohabiter dans des institutions de type pourgeois") ?

Eh bien, elle vit ! Après Madrid, ce fut le tour de Barcelone :

« Companys qui avait reconnu le droit des ouvriers à gouverner (entre le 19 juillet et le 4 septembre) et leur avait même offert d'abandonner son poste a manipulé les choses avec une telle habileté qu'il est arrivé petit à petit à reconstituer les organes légitimes du pouvoir, réduire les organismes ouvriers à leur rôle d'auxiliaires, d'aides d'exécutants... La situation normale était rétablie". Cela ne se produisit pas plus tard que le 26 septembre. La claire vision des choses qui s'exprime dans ces paroles ne peut pas être imputée à la Révolution, puisqu'elles furent prononcées par un bourgeois, un républicain catalan.

A vrai dire, dès ce mois de septembre et d'octobre, la Révolution n'est plus que l'ombre d'elle-même. Elle assiste sans guère sourciller aux événements apparemment les plus extraordinaires. Ne s'entend-elle pas dire en Catalogne, de la bouche même des chefs anarchistes :

« Il n'est pas possible, pour ton bien même, pour l'avenir de la classe ouvrière, que persiste la dualité des pouvoirs ».

N'entend-elle pas jusqu'à de prétendus marxistes intransigeants — le POUM — expliquer « Nous vivons dans une étape de transition dans laquelle la force des faits nous oblige à la collaboration directe avec les autres fractions ouvrières (ajoutons : et avec des bourgeois) dans le Gouvernement de Catalogne » ? Ne lui promet-ent-ils pas des jours meilleurs pour l'avenir : « De la formation des Soviets ouvriers, paysans et soldats sortira un nouveau pouvoir prolétarien » ; elle n'a nullement l'intention de former de pareils Soviets : d'ailleurs comment faire ? et dans quel but, puisque tout le monde lui explique que la grande affaire est de gagner la guerre contre Franco et que pour elle « il n'y a d'autre dilemme que de céder ou d'aggraver les conditions de la lutte » ? Elle reste dans l'expectative...

(A suivre).

Souscription permanente 1965

Liste n° 8. — Bruno, 10 ; Piero, 20 ; Maurice, 20 ; Lastré, 10 ; Lucas, 10 ; Enrico, 10 ; Van, 8 ; Nino, 5 ; Del Chiapo, 10 ; Réunion, 25 ; Suzanne, 10 ; Piccino, 10 ; François, 16 ; Christian, 12 ; S., 37 ; Ménésson soutien, 8 ; Emile, 36 ; Pour la presse, 5 ; Lucien, 16 ; Bice, 80 ; Valerio, 4 ; soutien Michel, 38 ; Anonyme, 1 ; contribution Bruxelles, 100 ; Inconnu, 5,20.

Total liste n° 8 : 506,20 F
Total précédent : 3.994,46 F

Total général : 4.500,66 F

Les lecteurs de Belgique qui veulent prendre contact avec nous peuvent s'adresser à : B. P. N° 91, Ixelles 1 (Belgique).

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LIÑO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

LISEZ PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique
trimestrielle du Parti
Communiste International

Au sommaire du numéro 33
(octobre-décembre 1965) :

— La question parlementaire dans l'Internationale communiste.

— Le mouvement social en Chine.

— Histoire de la gauche communiste.

Le numéro : 2,50 F (Belgique 25FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec "Le Proletaire" : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - Spécimen gratuit sur demande.

Les falsificateurs pris la main dans le sac

Avec un aplomb qui ne laisse pas d'étonner, les « communistes » à la mode russe continuent à falsifier les enseignements fondamentaux de la révolution d'Octobre dont c'était, le 7 novembre dernier, le 48^{me} anniversaire. A cette occasion, l'hebdomadaire du P.C.F. pousse l'impudence jusqu'à citer, à l'appui des « voies nationales et pacifiques » du socialisme, une des formules les plus claires dont Lénine se soit jamais servi pour démontrer le caractère universel de la **dictature du prolétariat**. « L'internationalisme prolétarien dans la pratique », tel est le titre de l'article de « France-Nouvelle » du 3-9/11/65. Il suffit d'en lire les premières colonnes pour se convaincre qu'ici « pratique », n'ont pas seulement s'opposé à « théorie », mais, de plus, bafoué toute l'expérience.

L'auteur cite Lénine : « Aujourd'hui nous avons par-devant nous une expérience internationale fort appréciable, qui atteste de toute évidence que certains traits essentiels de notre révolution n'ont pas une portée locale, ni particulière-

ment nationale, ni uniquement russe, mais bien internationale ». Phrase sans bavures et sans équivoque : le **trait essentiel** de la révolution d'Octobre c'est qu'elle réalise, pour la première fois dans l'histoire à l'échelle d'un Etat, la **dictature du prolétariat**. Faire dire autre chose à Lénine c'est véritablement un tour de haute voltige intellectuelle, mais qui n'est pas pour faire reculer les plumitifs de « France - Nouvelle ». Voilà donc ce qu'ils écrivent ensuite : « Le cours du développement historique a montré que certaines lois marxistes-léninistes essentielles qui ont guidé la révolution d'Octobre se sont également manifestées dans d'autres pays. Ce sont, surtout, des lois telles que la nécessité de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat, sous telle ou telle forme, de la nécessité d'un parti marxiste révolutionnaire assu-

rant seul, ou en coalition avec d'autres partis le passage du capitalisme au socialisme. » (C'est nous qui soulignons : ces passages en apparence anodins — la dictature du prolétariat « sous telle ou telle forme », l'exercice du pouvoir révolutionnaire par le parti seul « ou en coalition » avec d'autres — constituent déjà la négation de toute l'expérience bolchévique, qui n'a connu d'autre « forme » de pouvoir que celle des ouvriers en armes et qui a éliminé successivement les partis petits-bourgeois, menchévique et populiste passés à l'ennemi). Mais poursuivons la lecture de l'article pour juger du procédé grossier à l'aide duquel on se permet aujourd'hui de déformer la pensée de Lénine : « En même temps — continue « France - Nouvelle » — Lénine recommandait, très fortement, d'éviter la transposition mécanique de tous les aspects

de l'expérience d'un pays dans d'autres pays. Il avait souligné qu'aussi longtemps que des distinctions et des différences nationales et politiques existaient entre les peuples et les pays, l'unité de la tactique du mouvement ouvrier voudrait non pas l'effacement de toute diversité, non pas la suppression des distinctions nationales mais une application des principes fondamentaux du communisme qui les adapterait comme il convient aux particularités nationales et politiques ».

Eh bien messieurs, Lénine n'a jamais écrit ou dit cela. Et pour le prouver il suffit de reproduire la suite de la citation fournie plus haut qu'on trouvera page 5, exactement dans le même ouvrage et dans la même édition que celle où a puisé le rédacteur de « France - Nouvelle » : « La maladie infantile du communisme » (Le communisme de gauche) par W.I. Lénine ; Editions Sociales, Paris, 1946. Nous la reproduisons sans y changer une virgule : « Je ne parle pas ici de « portée internationale » au sens étendu du mot : ce ne sont pas certains traits de notre révolution mais bien tous ses traits essentiels et nombre de secondaires qui ont une portée internationale, c'est-à-dire une action sur tous les pays. Nullement. Je prends le mot dans son sens le plus étroit et j'entends par « portée internationale » la signification « internationale » ou l'inéductibilité historique de la répétition, à l'échelle internationale, de ce qui s'est passé chez nous ; et cette portée doit être reconnue à certains des traits fondamentaux

de notre révolution. »

Voilà ce qu'a écrit Lénine, et il faut une audace et une impudence sans borne pour lui faire dire comme le prétend « France - Nouvelle » que chaque parti communiste doit remplir des tâches nationales et que l'objectif commun de tous les P. C., c'est la **démocratie**. Un autre passage, page 7 du même ouvrage, non seulement démontre que la dictature du prolétariat est indispensable au socialisme mais encore que l'adversaire le plus dangereux qu'elle doit terrasser c'est la **petite production**, les classes et partis qu'elle fait vivre et dont M. Mitterrand, que soutient aujourd'hui le P. C. est un des représentants les plus anthentiques. Voilà donc ce qu'écrivait Lénine à ce sujet :

« La dictature du prolétariat, c'est une guerre pleine de sacrifices et sans aucune pitié d'une classe nouvelle contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée par son renversement même (ne fut-ce que dans un seul pays), et dont la puissance n'est pas seulement faite de la force du capital international, de la force et de la solidité des liens internationaux de la bourgeoisie, mais encore de la force de l'habitude, de la force de la **petite production** ; or, la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie, constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de très vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et l'on ne peut triompher de la bourgeoisie sans une guerre prolongée, acharnée, désespérée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté inébranlable et une » (Les passages en noir sont dus à Lénine dans l'original).

La Tchécoslovaquie dans la course au capitalisme

(Suite de la 1ère page)

Il y a quelque temps déjà un article, le faisant avec une impudence particulière. Une telle exigence a, elle aussi, ses raisons historiques : après quarante ans de contre-révolution stalinienne, qui donc viendrait lui demander des comptes au non du marxisme et du prolétariat révolutionnaire, sinon les "insignifiantes" minorités que nous sommes ?

Cynisme ou inconscience exceptionnels, quoi qu'il en soit, Ota Sik dirige contre "la direction centralisée de l'économie" de l'ère stalinienne une critique inspirée de la plus servile admiration pour la **rationalité** (oui !) du capitalisme et de l'indifférence la plus totale à l'égard des réalités sociales qui, même à des staliniens, imposaient certaines "réticences" (pas davantage, il est vrai !) à l'égard de l'économie de marché. Méditant des moyens de relever la productivité tchécoslovaque à un niveau compétitif M. Ota Sik cherche les causes de son bas niveau, et à cette occasion fait sans s'en rendre compte un énorme aveu : "les méthodes de planification et de gestion qui fixent aux entreprises des indices quantitatifs les incitent avant tout à une augmentation du volume de la production..., dans ces conditions, les entreprises abandonnent bien souvent tout souci d'économie dans l'utilisation des fonds et du matériel". Qu'est-ce à dire, sinon que ce qui intéresse l'économie tchécoslovaque n'est pas l'augmentation du volume de la production en tant que tel, mais... "l'économie" dans l'utilisation des éléments du capital ? Si l'on songe que les entreprises qui abandonnent ce "souci d'économie" sont précisément celles qui sont en réalité déficitaires, la profession de foi de M. Ota Sik se ramène à ceci : **ce qui importe au socialisme n'est pas l'augmentation de la production des valeurs d'usage, mais le profit d'entreprise**. Il n'y a qu'un faux "socialisme" pour faire d'aussi belles professions de foi capitalistes et encore, à condition d'être aux prises avec de graves difficultés économiques ! Les apologistes habituels du Capital ne renoncent pas si aisément à la très vulgaire démagogie du "bien-être" : ils proclament celui-ci comme leur but, se contentant d'insinuer que l'augmentation de la production est conditionnée par la gestion capitaliste de l'économie, c'est-à-dire n'est possible que grâce à la poursuite du profit. En d'autres termes, les apologistes prudents du Capital renoncent à faire passer le profit d'entreprise pour un but intéressant toute la société : ils le présentent seulement comme un moyen pour elle d'atteindre le seul "but" intéressant en réalité les producteurs, à savoir l'augmentation des valeurs d'usage à leur disposition, et dont des jouissances. Le socialisme authentique

ne qu'un tel résultat soit le seul ni même le principal résultat de l'économie sans classe, mais on ne peut que rire d'entendre un idéologue post-stalinien nous affirmer tranquillement en substance que ce n'est pas la valeur d'usage qui intéresse le socialisme, mais... la **valeur d'échange** ! Sans doute les prolétaires ont-ils oublié que la première formule est précisément celle du **socialisme** et la seconde celle du **Capital**. Mais comment ne comprendraient-ils pas que l'"économie dans l'utilisation des fonds et du matériel" est une exigence qui se retourne fatalement contre leur classe, puisqu'elle vit exclusivement du "fonds" (qu'elle a elle-même produit !) des salaires ? Et comment ne sentiraient-ils pas du même coup que cette "rationalité" abstraite que M. Ota Sik et ses pareils invoquent contre les "mauvaises méthodes de gestion et de planification" de l'ère stalinienne ne sont rien d'autre que la sordide **rationalité bourgeoise** qui ravale toute la vie du prolétariat à un simple "frais de production" à comprimer autant qu'il est possible !

Quiconque en douterait, se le verra confirmer par M. Ota Sik en personne avec l'absence de "réticences pudiques" dans laquelle il met tout son mérite et celui de son école. Après avoir rappelé que dans "l'économie dirigée centralement", les prix de vente ne correspondaient pas à la valeur réelle des marchandises si bien qu'il devenait impossible — ô scandale ! — de distinguer les productions "réellement bénéficiaires" de celles qui ne l'étaient pas ; après avoir dénoncé pour les mêmes raisons le fait que les entreprises n'étaient pas libres de choisir leurs fournisseurs, il en arrive à ce qui constitue à ses yeux le scandale suprême : "les marchandises pouvaient rester invendues ou n'être réalisées sur le marché intérieur et plus encore extérieur (c'est nous qui soulignons) qu'avec une perte sensible sur le prix de revient, les entreprises n'en recevaient pas moins les fonds prévus par le plan pour les salaires (sic !) et les autres besoins de la reproduction". Tel est le dernier mot de la rationalité bourgeoise pour laquelle l'école économique de MM. Libermann et Ota Sik combattent : fermer les entreprises non rentables, jeter sur le pavé leurs ouvriers ou, du moins, comprimer leurs salaires. Ceci n'est pas une "théorie" fautive ou juste : c'est la pratique quotidienne du capitalisme et c'est en tous cas une "nécessité" à laquelle toute économie "orientée en fonction du marché" ne peut pas plus échapper à longue échéance qu'elle ne peut échapper aux crises ou aux hécatombes de la concurrence.

Il ne faudrait pas croire que la citation précédente ne soit qu'une "incartade" d'Ota Sik, et qu'elle reste isolée. Non, c'est toute la conception que ce "so-

cialiste" se fait des buts de l'économie qui le pousse à des formulations nettement **anti-prolétariennes**. Ailleurs il affirme sans aucune pudeur que "l'évolution du fonds de salaire doit exprimer directement les résultats de gestion de l'entreprise".

On sait ce que cela signifie dans tous les pays du monde : non que le salaire progresse du même pas que la productivité, mais que la prétendue insuffisance de la productivité est le principal prétexte pour s'opposer aux augmentations de salaire ! En d'autres termes, qu'aux besoins des ouvriers, le Capital oppose toujours les nécessités de la concurrence ! Ailleurs encore, on a l'apologie de la différenciation sociale au nom du principe ultra-bourgeois du... "mérite" : "il conviendra d'assurer à l'intérieur de l'entreprise une différenciation suffisante... des rémunérations... car tous les travailleurs n'auront pas le même mérite dans les résultats concrets obtenus par leur entreprise". Parfaitement conscient du caractère anti-prolétarien de toutes ces conclusions qu'il est bien forcé de tirer de ses prémisses bourgeoises, Ota Sik soupire : « Certes, un ample travail politique sera nécessaire auprès des travailleurs pour les pénétrer de cette conception de la politique des salaires... » O infamie !

En réalité, le problème n'est pas du tout celui de la "politique des salaires", mais celui du salariat lui-même. Le principe fondamental d'où dérivent toutes les conclusions anti-sociales des "socialistes" du calibre d'Ota Sik, il le formule lui-même excellentement, en parfait bourgeois qu'il est : "la réalisation des marchandises sur le marché est et doit être le critère décisif de l'utilité sociale du travail dépensé dans le processus de production". Mais dire que c'est la demande solvable qui doit régler la production, qu'est-ce d'autre qu'affirmer : l'unique raison d'être des producteurs est de produire de la **plus-value** ?

C'est ce que tout communiste digne de nom doit comprendre. Le programme communiste est clair, et c'est encore une fois Karl Marx qui l'a formulé contre Proudhon au siècle dernier, répondant par avance à tous les ignobles Ota Sik du XX^e siècle :

« Dans une société à venir où l'antagonisme des classes aurait disparu, où il n'y aurait plus de classes, l'usage ne serait plus déterminé par le minimum de temps de production, mais le temps de production sociale qu'on consacrerait aux différents objets serait déterminé par leur degré d'utilité sociale ».

Toute la différence entre Capitalisme et socialisme est là ! Et c'est ce qui rend totalement vains les misérables efforts de tous les "novateurs" d'aujourd'hui pour réconcilier socialisme et marché !

REUNIONS PUBLIQUES

A PARIS
Le vendredi 17 décembre, à 21 heures
SALLE LANCRY
10, rue de Lancry (Xème)

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
Cinquante ans de luttes pour
la défense du programme communiste

A MARSEILLE
Le dimanche 9 janvier 1966, à 9 h. 30
arrière-salle des Danaïdes, square Stalingrad
MARXISME REVOLUTIONNAIRE ET SYNDICATS
(la dégénérescence de la C.G.T.)

Crétinisme électoral

(Suite de la page 2)

de de Gaulle, voire même toute une collection de députés de gauche tout neufs ! Voilà qui vaut vraiment la peine de « lutter ». A ce niveau-là, le crétinisme électoral se mue en sénilité précoce.

Etienne Fajon formule un programme... électoral : « Une politique nationale au vrai sens du mot, tendra à assurer l'expansion des industries modernes, le plein emploi et le relèvement du niveau de vie de toute la population ; elle comportera la nationalisation des grands monopoles et leur gestion démocratique, l'affectation de crédits suffisants à l'éducation nationale et à la construction d'H. L. M., une réforme fiscale démocratique, la juste rémunération du travail paysan et une action persévérante en faveur du désarmement » (« Humanité » du 21-10-65).

Allons, personne n'a été oublié, et c'est là l'essentiel pour un programme électoral. Personne, sauf le prolétariat, qui se fout de la nation parce qu'il est internationaliste et de la démocratie parce qu'il est pour la dictature de sa classe. Rien n'a été oublié, sauf la révolution et le socialisme.

Mais le malheur, M. Fajon, c'est que dans la réalité, sinon dans les promesses électorales, il faut savoir choisir. Vous voulez « l'expansion des industries modernes » fort bien, mais vous

voulez alors l'expansion du capital et son accumulation, et elles sont basées sur l'exploitation du travail salarié ; que vient donc faire dans cette galère le relèvement du niveau de vie de la population ? Si l'on veut une expansion industrielle, il faut vouloir aussi la stagnation du niveau de vie. (Au reste, soyons sérieux, vous ne l'ignorez pas : lorsqu'au lendemain de la Libération des ministres « communistes » siégeaient au gouvernement, votre mot d'ordre n'était-il pas "produire sans revendiquer" ?).

Et l'industrie des armements, n'est-ce pas une industrie "moderne", tout ce qui a de plus moderne M. Fajon ? Et là encore, en bon nationaliste que vous êtes, vous savez bien qu'il faut "une armée forte à une France forte" : vous vous souvenez d'un de vos camarades ministre des Armements dans le gouvernement de 1945, un certain M. Tillon ?

L'Education nationale ? Mais puisque vous voulez une industrie moderne (en bon français : compétitive sur le marché mondial), vous savez bien qu'il faut pour cela rogner au maximum sur les salaires et sur les frais de formation de la main-d'œuvre (enseignement).

Alors ? C'est bien simple : si le P. C. F. entend bien ne rien changer d'important dans la société telle qu'elle est, il est par contre, passé maître dans l'art de la démagogie électorale.